



ARCHITECTE		signature(s) arch.	
NATURE DU PROJET			
Division d'une maison de commerce en appartements			
SITUATION DU PROJET		Adresse : Rue Docteur Elie Lambotte n°200 Commune : 1030 Schaerbeek Province : Bruxelles-Capitale Capakey : 21902A0221/00A002 Réf. cadastrale : Division 2 Section A n°221a2	
MAÎTRE DE L'OUVRAGE		signature(s) M.O.	
INGENIEUR		PEB	
CSS		GEOMETRE	
DATE : 18-09-2024 DOSSIER N° : 036-LAM		Situation Existante (de droit)	
Plans - Coupes - Elévations		2 Total : 4	
DESTINATION PLANS			
G.O. <input type="checkbox"/> PARACH. <input type="checkbox"/> TECH. <input type="checkbox"/> ESQU. <input type="checkbox"/> APS <input type="checkbox"/> APD <input type="checkbox"/> PU <input type="checkbox"/> EXE <input type="checkbox"/> AS BUILT <input type="checkbox"/>			
MODIFICATIONS			
n° date objet demandé par :			
1 22/04/2024 Précisions des plans suite à l'avis de dossier incomplet du 2/04/2024 Serv.Urba. de Schaerbeek			
2 18/09/2024 Modification des plans suite à l'avis de dossier incomplet du 12/09/2024 Serv.Urba. de Schaerbeek			
3			
COMPLEMENTES A CHARGE ENTREPRISE(S)			
• toutes les cotes et niveaux doivent être vérifiées sur chantier par l'entrepreneur qui fait écho des éventuels écarts auprès de l'architecte avant exécution.			
• seuls les documents graphiques repris comme « plans d'exécution » peuvent servir à la réalisation des travaux, tout en étant cependant complétés des mètres, descriptifs des travaux, fiches techniques des matériaux, études spécifiques d'ingénieur ou techniques (électricité, chauffage, ventilation, ...). En cas de confrontation de documents, les entreprises en font écho au bureau d'architecture via courrier, appel téléphonique ou en cours de réunion de chantier et ce préalablement à toute exécution			
• l'ensemble des entreprises actives sur chantier s'engageant à contracter, selon législation en vigueur au début de leurs travaux, toutes assurances nécessaires à couvrir leurs activités. Chaque entreprise en fait preuve auprès du Maître de l'ouvrage et du bureau d'architecture préalablement au début de leur intervention par transmission des documents utiles. L'entreprise détaillante en ce sens endosse toutes responsabilités des erreurs commises par ses soins. Chaque entrepreneur fait état de ces directives auprès de ses sous-traitants.			
ENTREPRISE(S)			
représentée par :			